

SAÏD SADI FACE À LA PRESSE :

«La marche du 22 n'est qu'un début»

Pendant que la police tenait le siège devant les locaux du RCD et ailleurs dans la capitale, le président du RCD, Saïd Sadi, tient, au pied levé, un point de presse. Devant les journalistes, qui doivent faire du coude pour accéder à la salle de conférences, au sous-sol, Sadi lance, lui qui a vu tant et tant de marches, «c'est la bataille d'Alger, il ne manque que le général Massu.» Mais affichant un optimisme révolutionnaire, il ajoute : «La marche du 22 janvier n'est pas une finalité. Ce n'est qu'un début.»

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Le leader du RCD, empêché comme bon nombre de militants de partis de sortir du siège régional pour rallier la place du 1^{er}-Mai, prend la presse à témoin et donc les opinions nationales et internationales de ce que le pouvoir organise comme répression d'une manifestation pacifique.

Il a comparé le déploiement policier au siège d'Alger par les parachutistes du sinistre Massu. «Bab-El-Oued est encerclée, La Casbah aussi, les trains ont été interdits de gare à Alger, des manifestants sont arrêtés», a dit d'emblée Sadi,

lisant en cela «un message fort au pouvoir qui veut vivre dans la dignité». Pour le président du RCD, ce n'est pas un parti qui est concerné, mais toute la nation. «Ce n'est pas le pouvoir politique, encore moins le pouvoir qu'il faut chasser mais le système politique en lui-même», a expliqué Saïd Sadi.

Disant cela, le président du RCD enchaîne par informer que d'autres initiatives, d'autres actions avec d'autres partenaires politiques sont à venir. «Le statu quo est impossible à tenir», dit-il encore sentencieux, ajoutant : «On ne peut pas



Photo : Samir Sid

continuer à laisser ces gens spolier l'Algérie.» Rappelant que le parti et ses militants sont toujours déterminés à poursuivre le débat, Saïd Sadi a affirmé que «l'Algérie est non pas dans une crise

politique mais dans une impasse historique». Sadi a parlé d'une «benalite aiguë».

D'ailleurs, il a souligné qu'il est intéressant de «comparer entre les fortunes

des Bouteflika et celles de Ben Ali». A des journalistes qui l'interrogeaient si la situation actuelle n'est pas due aussi au fait que la classe politique ait déserté le terrain, Saïd Sadi rétorquera :

«Il ne faut pas confondre entre le bourreau et la victime» et qu'«il ne faut pas accabler les gens qui agissent au motif que le pouvoir serait plus fort».

S. A. I.

MARCHE DU RCD

La capitale isolée de la Kabylie et de l'est du pays

Barrages bloquants sur la RN12 (Tizi-Ouzou/Boumerdès) et la voie express Boumerdès-Alger, fermeture momentanée de la RN5 au niveau des gorges de Lakhdaria, interdiction de circulation des trains, fouille des bus, la capitale a été durant la journée d'hier quasiment isolée de la Kabylie et de l'est du pays. Il était pratiquement impossible de se rendre à partir de l'est vers Alger.

Nous avons fait l'itinéraire inverse que celui des marcheurs pour prendre la mesure des moyens mobilisés pour empêcher les manifestants de converger vers la capitale. Les pouvoirs publics ne sont pas embarrassés du respect de l'article 44 de la Constitution qui garantit aux Algériens le droit de circuler librement sur le territoire national. Plus grave, en arrêtant illégalement un service public aussi important que le train, des milliers de travailleurs ont été empêchés de rejoindre leur lieu de travail à Alger ou dans les villes périphériques. Même en temps de guerre le service public est assuré.

Ceux qui ont pris la décision d'isoler la capitale ont usé de mensonge pour fermer une route stratégique telle que la RN5 reliant Alger et Constantine. En effet, dès l'aube de la journée d'hier, les gendarmes de Boumerdès à l'ouest des gorges de Lakhdaria et ceux de Bouira à l'est ont demandé aux automobilistes de faire demi-tour ou de contourner les gorges par un long détour (Kadaria/les Issers), car il y avait risque d'éboulement et de chutes de rochers sur la chassée et que les services techniques effectuaient des travaux de maintenance. Nous nous sommes renseignés dès le matin auprès des services concernés : il n'y avait aucune alerte au niveau des gorges de Lakhdaria et aucun chantier n'était en cours. Etrangement, vers midi, la circulation a été rétablie sur cette route. Durant toute la journée de d'hier, il était pratiquement impossible de rejoindre Alger à partir de Boumerdès (45 km) en moins de 6 heures. Au niveau des barrages sécuritaires habituels, à hauteur des Bananiers, Réghaïa, dans la wilaya d'Alger et de Boudouaou et Thénia dans la wilaya de Boumerdès, les agents de l'ordre bloquaient la circulation. Les véhicules des particuliers passaient au compte-gouttes. Les bus sont systématiquement fouillés. Cependant, en dépit du week-end et du froid glacial, le flux de véhicules se dirigeant vers Alger était très important, voire inhabituel, particulièrement à hauteur du point de contrôle des Bananiers. D'ailleurs, la file d'attente du barrage des Bananiers arrivait jusqu'au Hamiz. Ce qui incitait certains automobilistes à faire demi-tour sur place. En plus des barrages fixes, d'autres ont été installés sur la RN12 notamment dans un endroit isolé entre les Issers et Si-Mustapha.

Abachi L.

QUADRILLÉE PAR UN DISPOSITIF POLICIER IMPRESSIONNANT

Alger a vécu une journée d'état de siège

Jusqu'à seize heures, le dispositif policier mis en place tôt dans la matinée d'hier était encore en place. Au niveau de la rue Didouche-Mourad, tous les magasins ont baissé rideau. A quelques mètres du siège régional du RCD d'Alger, une quinzaine de camions et de chasse-neige de la police ont pris position.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les signes d'un dispositif policier «musclé» étaient remarqués depuis déjà une semaine, soit depuis que le parti du RCD a décidé de maintenir l'organisation de sa marche. Durant ces dernières quarante-huit heures, le dispositif a été considérablement renforcé, démontrant à quel point les pouvoirs étaient déterminés à empêcher la tenue de la marche. En pleine nuit, des dizaines de véhicules blindés étaient déjà en position dans les principaux quartiers d'Alger. La marche à laquelle a appelé le RCD devait s'ébranler de la place du 1^{er}-Mai vers l'Assemblée nationale.

Des barrages de police ont aussi été érigés à l'entrée Est de la capitale. Hier, second jour de week-end, la circulation routière était dense.

Tant à l'est qu'à l'ouest, tous les accès à Alger étaient sous haute surveillance. Les véhicules et autres bus sont filtrés. C'est à l'est de la capitale, plus exactement au niveau du barrage de police situé à la sortie de la cité des Bananiers, que le premier contrôle «sévère» s'effectue. Quatre kilomètres après, soit au niveau de la route de l'ALN, près du port d'Alger, un point de contrôle est dressé.

Les policiers sont sur le qui-vive et à l'affût du moindre mouvement.

Les véhicules immatriculés dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa,



Photo : Samir Sid

Boumerdès, Bouira, ou encore Bordj-Bou-Arréridj et Sétif sont arrêtés. Au niveau de la place du 1^{er}-Mai, communément appelée place de la Concorde, des dizaines de véhicules blindés étaient stationnés et des centaines de membres de la Protection civile et de la police étaient postés dans la matinée. Devant l'hôpital Mustapha-Pacha et le long de l'édifice de la Cour des comptes, un dispositif à n'en plus finir, y compris des forces anti-émeutes et des policiers en civil. Idem aux alentours du siège de l'UGTA et de la Maison de la presse, sise place du 1^{er}-Mai. Ceux qui empruntent l'autoroute pour rentrer sur Alger ont eu toutes les peines du monde à y arriver. Il faudra pratiquement deux heures pour parcourir le trajet Bab-Ezzouar—Alger, alors que des usagers du transport public se sont vu soumis à la vérification de leur identité. La circulation ferroviaire était quasi absente ce jour.

La SNTF, a-t-on appris de source sûre, aurait reçu des instructions pour «geler ses activités durant toute la matinée de ce samedi». Même décor au niveau de la localité d'El-Mouradia. A quelques encablures de la présidence de la République, une douzaine de véhicules blindés armés de canons à eau veillaient au grain également. Pendant ce temps, dans le ciel, un hélicoptère surveillait la situation. Son vol à basse altitude a généré, durant toute la journée des bruits assourdissants. Dans certains lieux, même les attroupements ont été dispersés, avec également vérification de papiers. En ce 22 janvier 2010, Alger aura ainsi véritablement vécu une matinée d'état de siège. Quadrillée de toutes parts, elle a rappelé à certains octogénaires la situation vécue durant la guerre de Libération, plus exactement lors de la Bataille d'Alger.

A. B.